

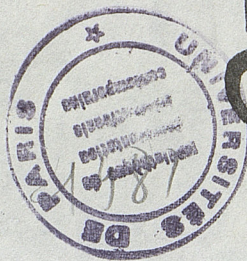
COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre
75015 PARIS

CETRAL



SOLIDARITÉ
GUATÉMALA:10

IMPRIMÉS



UN AN APRES LE MASSACRE DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Le 31 janvier 1980 25 paysans Indiens périssaient dans un incendie dans les locaux de l'ambassade d'Espagne de Ciudad de Guatemala qu'ils avaient occupés afin de protester contre les crimes commis par l'armée dans la région du Quiché. Selon la version officielle, l'incendie aurait été provoqué par une grenade lacrimogène lancée par un des occupants dans un moment de panique suscitée par les menaces d'intervention des forces armées cernant l'ambassade. Or, il a été rélévé lors de la quatrième session du Tribunal Russel en Novembre 1980, que l'armée guatémaltèque porte l'entière responsabilité du déclenchement de l'incendie. Selon le témoignage d'un paysan du Comité de Unité Paysanne -CUC- devant le Tribunal Russel, l'armée a pénétré par la force à l'intérieur de l'ambassade et a exterminer tous ses occupants avec des lances-flammes. Les relations diplomatiques entre l'Espagne et le Guatemala demeurent suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Cet événement marque le début de l'isolement du gouvernement de Lucas García sur le plan international; isolement qui s'est traduit tout au long de l'année 1980 par la dénonciation de la part de nombreux organismes de défense des droits de l'homme des crimes perpétrés par la dictature militaire guatémaltèque (Amnesty International, Ligue des Droits Socialistes de l'Homme, la Commission Internationale des Juristes, Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, etc.). Les effets de cet isolement se sont fait également ressentir sur le tourisme. Le Front Démocratique Contre la Repression -FDCR- lance un appel au peuple français afin que celui-ci s'oppose aux campagnes de promotion touristique planifiées par le gouvernement guatémaltèque, qui s'efforce de donner une image de bonheur d'un pays frappé depuis 30 ans par une dictature qui a 80,000 morts a son passif.

Rien que por l'année 1980, on a évalué une moyenne de 30 victimes par jour (10 assassinats et 20 disparus). Selon les

40p. 12325

chiffres donnés par le FDCR il y a eu 16 journalistes assassinés, 389 étudiants et lycéens, 65 professeurs universitaires, 311 leaders paysans, 226 professeurs d'écoles primaires, 110 leaders syndicaux, 30 leaders du Parti Socialiste Démocratique et du Front Uni de la Révolution.

FACE A LA MONTÉE DE L'OPPOSITION REVOLUTIONNAIRE, LE
GOUVERNEMENT DE LUCAS GARCIA VEUT DONNER L'IMAGE QU'IL
DOMINE LA SITUATION.

Depuis l'unification des quatre organisations révolutionnaires de lutte armée en 1980, des affrontements directs se sont succédés à rythme accéléré entre l'armée et le guerilleros. Selon un bilan établi par les quatre organisations révolutionnaires l'armée a subi en 1980, 946 pertes, alors que les forces révolutionnaires n'en compté que 21. Le mouvement de lutte armée est parvenu à un stade supérieur de son développement, et qui consiste non plus à mener uniquement des opérations de propagande armée dans les villages et les plantations, mais aussi à harceler les forces répressives et les entraîner à une sorte de guerre d'usure. Depuis le début de 1981, le EGP, l'ORPA, les FAR et le PGT multiplient les embuscades, les assauts des garnisons militaires, les interceptions des convois et les exécutions de dénonciateurs et de bourreaux.

Cette situation a poussé l'armée à émettre un décret interdisant toute publication dans la presse de communiqués émanant des organisations guerrillères, afin de éviter une démoralisation des forces répressives. Toute information faisant état d'affrontements ne doit être divulguée qu'après avoir été rédigée par les organismes gouvernementaux d'information. En dépit de cette mesure, le gouvernement n'arrive pas à occulter l'ampleur des offensives révolutionnaires.

L'AMERIQUE CENTRAL ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Dès le début de l'offensive révolutionnaire au Salvador, les forces révolutionnaires guatémaltèques ont manifesté leur soutien à la lutte du peuple salvadorien à travers des opérations destinées à freiner l'acheminement de troupes guatémaltèques vers le Salvador prévu dans le programme d'intervention dicté par l'imperialisme nordaméricain. Le virage pris les Etats Unies depuis l'investiture de Reagan (dont les intentions s'il lustrent parfaitement par la tournée des émissaires de Washing-

ton auprès des gouvernements européens pour obtenir leur aval dans le plan d'intervention des Etats Unies en Amérique Central, par la suppression des crédits destinés au Nicaragua, et l'augmentation de l'aide économique et militaire a la Junte salvadorienne), ont déjà suscité de vives réactions sur le plan international. De surcroît, d'amples secteurs de la population nord-américaine manifestent une certaine inquiétude face aux risques que représente une possible vietnamisation du conflit salvadorien, d'autant plus que les Etats Unies essaient de faire croire que les tensions EST-OUEST dépendent de la situation en Amérique Centrale.

D'ou l'importance du rôle que peut jouer la solidarité internationale en multipliant ses pressions afin de freiner l'escalade de l'armement des dictatures répressives en Amérique centrale (officiel dans le cas du Salvador et officieux dans le cas du Honduras et du Guatémala).

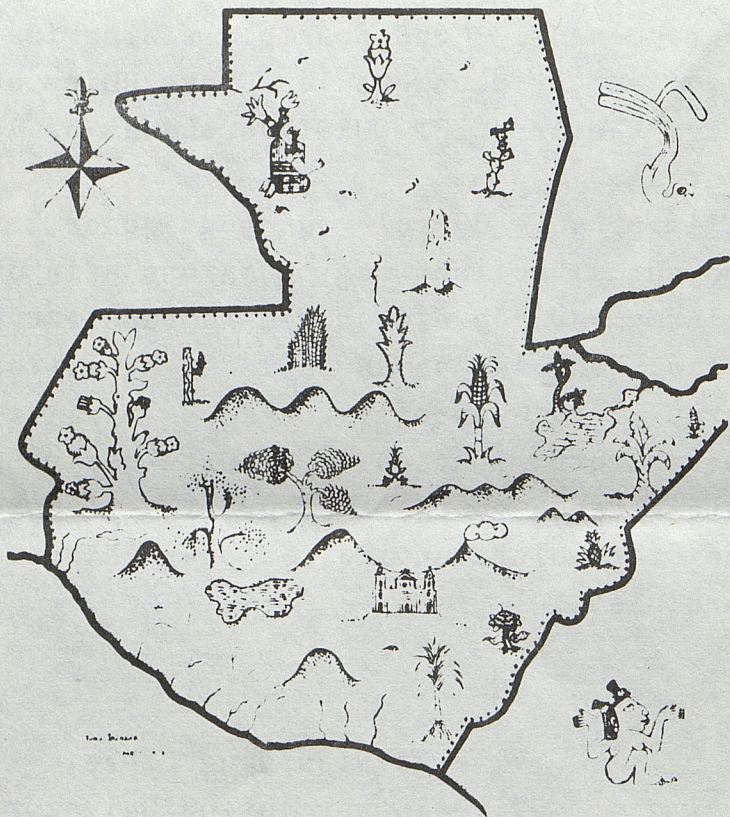
Manifestez votre soutien à la lutte des peuples salvadorien et guatémaltèque pour l'instauration d'un régime populaire, démocratique et révolutionnaire, et pour la sauvegarde de la Révolution Sandiniste.

Vive le Nicaragua Libre!
Vive la revolution Salvadorienne!
Vive la révolution Guatémaltèque!

COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre
75015 - PARIS

Pour toute collaboration, envoyer
votre chèque au nom du : COLLECTIF
GUATEMALA.

GUATEMALA, "le pays de l'eternel printemps"...;
le jour où la dictature sera renversée.



NON A LA CAMPAGNE TOURISTIQUE DU GOUVERNEMENT
GUATEMALTEQUE

CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU GUATEMALA

Objectifs: -Mobiliser tous les comités autour d'un même objectif.

-Renforcer la dénonciation internationale des crimes que commet le gouvernement de LUCAS GARCIA et en particulier dénoncer le renforcement de la répression immédiatement après le triomphe électoral de RONALD REAGAN.

-Promouvoir la solidarité avec la lutte du peuple du GUATEMALA et avec toutes les forces révolutionnaires du pays.

-Prendre les mesures préventives s'opposant à celles de caractère politiques et opérationnel que sont en train de préparer le gouvernement du GUATEMALA, le gouvernement REAGAN, la C. I. A., et la réaction intérieure.

Date: -Nous avons prévu le commencement de la campagne le 20 janvier, car cette date constitue un point de départ significatif de combat, devant l'arrivée au pouvoir de REAGAN aux U.S.A., que l'ennemi intérieur prétend utiliser pour intimider les forces révolutionnaires du SALVADOR et du GUATEMALA. C'est pourquoi, dès réception de cette lettre circulaire, doit commencer la campagne .

Points que l'on doit mettre en exergue:

-Le renforcement de la répression dans le pays, en mentionnant que ce fait est dû à ce que au GUATEMALA, comme dans toute l'Amérique Centrale, l'avance du processus de libération a conduit la camarilla militaro-bourgeoise et la réaction, poussées au désespoir extrême et atteintes de véritable folie, sans perdre de vue leurs objectifs à:

-briser le moral du peuple
-détruire ou désarticuler les organisations pour en finir avec tout caractère de résistance et de lutte populaire

-Souligner le fait évident et public que cette répression devient chaque jour plus violente et plus sanguinaire, qu'elle embrasse tous les secteurs sociaux et qu'elle ne s'arrête même pas devant les personnes (étrangers ou nationaux) qui vivent à l'extérieur du pays et qui se livrent à des activités que l'on ne peut pas qualifier de politiques, ainsi: le cas de l'intellectuel et humaniste ALAIDE FOPPA, qui appartient à une famille aisée guatémaltèque .

Dénoncer: -L'intention et les plans du régime d'attenter à la vie des démocrates guatémaltèques de tous les secteurs qui actuellement résident à l'étranger et qui sous des formes différentes soutiennent la lutte du peuple du GUATEMALA.

-Les liens étroits entre la camarilla gouvernante et les groupes d'entreprise qui la soutiennent, à côté des groupes les plus réactionnaires d'Amérique Centrale et de l'équipe politique de REAGAN;

-Les liens évidents et étroits des groupes d'extrême droite d'Amérique Centrale comme le mouvement de libération (GUATEMALA), l'ex g arde somosiste et le mouvement du Costa Rica libre (COSTA RICA) qui auront un soutien plus important avec la politique du gouvernement Nord Américain.

Mettre en évidence:

-Le lien étroit qui lie la lutte des peuples du GUATEMALA et du SALVADOR, ainsi que l'étroitesse des liens des intérêts de ceux qui les oppriment.

-On doit mettre en relief les relations historiques, géographiques, économiques et sociales, qu'ils ont de tous temps maintenues, ce qui les rassemble en un destin commun, sans que rien ne puisse empêcher une libre auto détermination.

Donner une impulsion:

-Au sentiment national et ultra national, à l'intérieur de l'Amérique Centrale, qui a ses racines dans des antécédents historiques, très significatifs et qui, s'il venait à se produire une intervention armée, provoquerait la lutte commune de tous les peuples contre l'impérialisme nord américain.

Signaler:

-Le soutien de la réaction internationale et de l'impérialisme au gouvernement criminel de LUCAS GUARCIA. Soutien qui se manifeste par la préparation et l'aide de groupes somosistes mercenaires qui agissent au SALVADOR, au NICARAGUA, au COSTA RICA (attentat contre la radio nouvelle d'occident), et au BELISE (attentat contre le partisan de l'Indépendance ASSAT SHUMAN).

Insister:

-Sur le droit des peuples et plus particulièrement des peuples du GUATEMALA et du SALVADOR de se libérer des régimes qui les oppriment en ayant recours à la lutte révolutionnaire et aux méthodes et moyens nécessaires pour parvenir à leurs objectifs de libération. Nos peuples cherchent asile et protection dans les textes mis en exergue dans les traités internationaux de l'O.N.U., concernant le DROIT à l'insurrection, et dans la Déclaration Universelle des Droits des Peuples, adoptée et promulguée lors de la conférence internationale qui a eut lieu à ALGER, le 10 juillet 1976, et plus particulièrement font référence à l'article 5 de la dite déclaration, ou il est confirmé que:

TOUT PEUPLE A LE DROIT IMPRESCRIPTIBLE ET INALIENABLE A L' ' AUTO-DETERMINATION, A DETERMINER SON STATUT POLITIQUE EN TOUTE LIBERTE ET SANS AUCUNE INGERENCE EXTERIEURE.

ARTICLE 27: LES ATTENTATS LES PLUS GRAVES AUX DROITS FONDAMENTAUX DES PEUPLES, SPECIALEMENT LEUR DROIT A L'EXISTENCE, CONSTITUENT DES CRIMES INTERNATIONAUX QUI PORTENT EN EUX LA RESPONSABILITE PENALE INDIVIDUELLE DE LEURS AUTEURS.

ARTICLE 28: TOUT PEUPLE DOIT LES DROITS FONDAMENTAUX SONT GRAVEMENT

MECONNUS, A DROIT DE LES FAIRE VALOIR PARTICULIEREMENT PAR LA LUTTE
P
POLITICO-SYNDICALE, ET MEME , EN DERNIERE INSTANCE PAR LA FORCE.

Exhorter: -Toutes les forces, organisations, partis politiques, gouvernements et peuples démocratiques à se prononcer publiquement en condamnant les crimes du gouvernement du général ROMEO LUCAS GARCIA et à fournir tous appuis politiques et économiques possibles à la lutte du peuple du GUATEMALA pour se libérer et obtenir ainsi son indépendance et son bien-être général.

Nous suggérons l'envoi de télégrammes:

- Au Congrès et au Sénat nord américain
- A RONALD REAGAN
- Au Département d'Etat nord américain
- Aux Commissions des Droits de l'Homme de l'O.N.U. et de l'O.E.A. contre toute intervention dans les pays d'Amérique Centrale, qui nie et s'oppose à leurs droits à l'autodétermination.
- Aux ambassades du GUATEMALA dans chaque pays en condamnant toutes sortes d'interventions en Amérique Centrale.
- Aux parlements des pays, en faisant pression sur eux afin qu'ils se prononcent en faveur de l'autodétermination des peuples et en condamnant l'intervention.
- EN FAISANT DES PIQUETS DE PROTESTATION dans les ambassades et les consulats DU GUATEMALA et des U.S.A. dans tous les pays .

Nous suggérons:

-De favoriser toute forme d'action qui ait pour but la réussite des objectifs de solidarité dans les comités ou groupes de travail.

Enfin, nous suggérons de partager avec nous vos expériences en envoyant l'information des activités réalisées pour les faire connaître aux autres comités.

De même, nous vous suggérons d'envoyer des informations ou des matériaux graphiques pour les faire connaître au journal FRENTE, organe d'orientation du Front Démocratique Contre la Répression .

Nous vous ferons parvenir toute autre information de soutien.

Par la présente, nous vous demandons également de coordonner vos activités avec les instances nationales ou supra-nationales.

COMMISSION EXTERIEURE F.C.D.R.

